

Les crédits

quoi elles portent, que ce soit sur les limites de vitesse ou quoi d'autre encore, nous n'en aurions pas besoin.

Je suis d'accord avec le député: c'est frustrant, surtout lorsqu'il y a des gens qui ont désespérément besoin d'aide, qui méritent qu'on les aide, mais qu'on ne peut pas aider, à cause d'un quelconque règlement ou règle que le gouvernement a établi pour une raison ou une autre.

Il a parlé d'emplois, de bons emplois, d'emplois enrichissants et ainsi de suite. Et 80 p. 100 des emplois qui ont été créés ces cinq dernières années sont des emplois à plein temps; une bonne proportion d'entre eux sont de très bons emplois, des emplois durables. Nous sommes maintenant en récession et des travailleurs seront mis à pied, mais les emplois qui ont été créés sont à plein temps, et c'est là un changement par rapport à la période précédente. Je voudrais commenter un dernier point et demander si le député en avait entendu parler. Il est temps que nous songions à changer les méthodes employées pour venir en aide à la population. Par exemple, dans la région de Peel, le ministère des Affaires sociales a offert un programme aux parents seuls, principalement des femmes, qui se sont tout à coup retrouvés sans formation et sans conjoint pour les soutenir. Ces femmes ne sont plus sur le marché du travail depuis des années, ou n'y sont jamais entrées et doivent se contenter d'allocations familiales. Le ministère des Affaires sociales a un programme qui permet d'offrir une formation de base à ces femmes et de les envoyer passer des entrevues pour obtenir un emploi. Le ministère les aide à chercher un emploi et si elles en trouvent un, les services sociaux de la région de Peel paient les trois quarts de leurs frais de garderie. Ils paient trois semaines sur quatre de frais de garderie, ce qui permet à ces femmes d'accepter plus facilement un emploi. C'est ce dont vous parliez: elles ont dû décider entre trouver un emploi ou continuer de compter sur l'assistance sociale.

Êtes-vous au courant de ce programme et, dans l'affirmative, ne pensez-vous pas que c'est le genre de programme auquel elles devraient participer de plus en plus parce que la prestation des services sociaux se fait au niveau local, où les gens comprennent les problèmes probablement beaucoup mieux que nous?

M. Breugh: Monsieur le Président, en Ontario, par exemple, et je sais que d'autres provinces ont fait la même chose, la Commission de révision de l'aide sociale a examiné toutes les formes d'aide sociale et signalé un

certain nombre d'obstacles pour les gens qui sont vraiment en train de se sortir du piège de la pauvreté. Un certain nombre de nos municipalités ont donc tâché d'offrir plus de flexibilité. Le nouveau gouvernement ontarien en connaît certainement le coût et sait également que cela présente un grand potentiel.

J'ai une observation à faire également. L'un des problèmes réels au Canada tient au fait que la structure de gouvernement est telle que le palier de gouvernement qui a le premier une brillante idée n'a très souvent rien à voir avec la prestation du service. L'aide sociale est du nombre. C'est ainsi que quelqu'un à Burlington est maintenant aux prises cette semaine avec une brillante idée que quelqu'un a eue à Ottawa il y a une trentaine d'années. Les deux n'ont peut-être jamais communiqué entre eux, et lorsque le fonctionnaire à Burlington, ou Oshawa, ou où que ce soit, dit que c'est une chose stupide et qu'il faut changer certaines des règles, il ne faudra que deux ou trois décennies pour transmettre le message, car il a à passer par un si grand nombre de paliers de gouvernement.

Le rapport Thompson a notamment recommandé, chose pleine de bon sens, de tâcher d'identifier le but de cet exercice. Il ne s'agit pas d'inscrire quelqu'un à un programme pour la vie, mais de le sortir de la pauvreté. Tel est le but visé. S'il y a des choses qui doivent être faites et qui dérangent le bureaucrate parce qu'il doit se remuer un peu, il faudrait qu'il se remue pour tâcher d'identifier ce dont une mère célibataire a besoin pour rentrer dans la population active.

Je parierais que les députés ont fait exactement comme moi. Nous avons participé à la mise sur pied de centres d'aide aux chômeurs, de centres d'orientation et de présentation. Nous avons tous parlé à des agents d'organismes de services sociaux qui savent que leur système présente des problèmes, qui voudraient énormément faire une entorse à certaines de ces règles et qui le font parfois.

Le rapport Thompson en Ontario constitue une initiative importante pour essayer de mettre un peu de bon sens dans un système très complexe. Cela commence à donner des résultats dans de nombreux centres. Le nouveau gouvernement, je le sais, y est très favorable et désire étendre le procédé à toute la province. Je pense qu'il est nécessaire de le faire sur une très grande échelle partout au Canada.